

## CHRONIQUE D'UNE RECHERCHE

## L'OPERATION NEPAL : LE PROJET SALME

1979-1984

**Pascal BERGERET**

Les quatre phases de l'opération Népal décrites dans le tableau marquent une évolution assez nette que l'on peut résumer de manière caricaturale en parlant d'un passage de la "recherche" au "développement". Ce passage, qui se traduit par un changement dans la teneur des travaux et des actions entrepris, est accompagné par l'évolution des institutions parties-prenantes du projet, tant en France qu'au Népal.

En France, les commanditaires de l'opération Népal, multiples depuis 1979, voient leur influence respective sur la marche du projet évoluer de pair avec la part qu'ils prennent dans son financement. C'est ainsi qu'avant 1979, les "précurseurs" du projet Salmé, tous chercheurs du CNRS (ou de l'INRA) avaient pour préoccupation essentielle de *faire avancer la connaissance scientifique sur le Népal*, tout au long de vingt années qui consacrèrent une véritable tradition scientifique française dans cette région du monde.

A partir de 1979 les choses changent avec la création d'un projet de recherche pluridisciplinaire, bien délimité géographiquement et surtout avec l'entrée en jeu d'institutions comme la DGRST (Ministère de la Recherche) et le ministère de la coopération (Co-dév.). Ces deux institutions

furent les principaux commanditaires du projet agronomique de Salmé dont "la maîtrise d'oeuvre" fut confiée à l'INRA-SAD (1). Dans le même temps, le CNRS poursuivait à Salmé son "programme Versants" auquel étaient associés l'INRA et l'ENSSAA (2).

Ainsi le projet Salmé, unique et individualisé sur le terrain, avec une équipe de chercheurs comprenant des agronomes et des chercheurs d'autres disciplines souffrait d'une situation institutionnelle compliquée dans laquelle la prééminence que l'expérience et la tradition scientifique donnaient au CNRS se trouva peu à peu effacée par le volume des moyens engagés par la DGRST et Co-Dév. et confiés à l'INRA.

Ce léger décalage entre "Programme Versants" et "Projet Agronomique" se traduit au sein de l'équipe de chercheurs de terrain par des différences d'objectifs et de méthode qui ne purent cependant pas totalement effacer une collaboration pluridisciplinaire effective.

Ces différences concernaient principalement l'attitude de chacun vis à vis de l'intervention, les agronomes considérant l'intervention comme un moyen de connaissance et les scientifiques du CNRS considérant l'intervention comme source de perturbation des phénomènes à observer.

Plus fondamentalement, cette divergence reposait sur la place que chacun faisait au développement rural dans sa problématique, les agronomes en faisant l'objet même de leur recherche et les chercheurs des autres disciplines considérant le développement rural comme un concept périphérique de leur problématique même si certains affirmaient leur préoccupation de voir les résultats de leur recherche "servir" au développement.

Cette situation se poursuivit pendant les 5 ans du projet Salmé pendant lesquelles s'affirma le "leadership" des agronomes qui bénéficièrent d'un VSNA permanent par an et donc d'une couverture de terrain constante.

L'année 1984 marque un tournant dans l'histoire du projet et voit la véritable prise en main du projet par Co-Dév. qui augmente très sensiblement le volume des moyens engagés.

S'inquiétant du peu d'impact du projet en matière de développement rural au Népal, mais sensible à la caution scientifique que la participation du CNRS et de l'INRA apportent, Co-Dév. décide, non pas de se retirer

- 
- (1) *Département de recherches sur les systèmes agraires et le développement.*  
 (2) *Ecole Nationale Supérieure des Sciences Agronomiques Appliquées-Dijon.*

de l'opération (ce qui aurait signifié sa mort) mais bien de "passer à la vitesse supérieure" en mettant en place un programme de coopération franco-népalais et en lui donnant un objectif explicite de développement rural.

Il s'agit, dans un premier temps de "valoriser" les résultats des recherches à Salmé en :

- i) faisant bénéficier les institutions de développement au Népal.
- ii) entreprenant un programme d'expérimentation en vraie grandeur à Salmé sur des axes prioritaires identifiés par les recherches précédentes.
- iii) explorant les conditions de la mise en place d'un projet de développement "lourd" au Népal.

Cette action bénéficie du soutien financier de Co-Dév. qui rémunère un permanent à temps plein au Népal ainsi que 2 VSNA et qui débloque une enveloppe de crédits de mission, de fonctionnement, d'équipement et de bourses, dont le volume atteint une dimension, certes encore modeste, mais nouvelle. Cette "reprise en main" de Co-Dé. a eu pour effet de semer un certain désarroi parmi les institutions de recherche qui avaient initié l'opération Népal et qui hésitent encore à s'engager dans un projet qui, aux yeux de certains, a des allures de "fuite en avant".

Malgré ces allures, la disponibilité de moyens financiers relativement importants

Le CNRS a du mal à se situer par rapport à la nouvelle opération : doit-il s'impliquer dans un projet de développement, ce qui n'est pas sa vocation ou doit-il refuser de s'associer à un projet dont l'"espace préservé de recherche" pourrait bien vite disparaître.

L'INRA, quant à lui, se trouve véritablement placé au pied du mur du développement rural et pourrait voir dans ce projet un véritable test du caractère opérationnel d'une recherche sur le développement mise au service d'un projet de développement.

Car à l'horizon 1986, l'objectif est de mettre en place un projet de développement mettant en jeu des investissements considérables de la part d'institutions telles que le CEE ou d'autres (ONG, ...).

Ce *passage progressif de la Recherche au Développement* s'est doublé, au Népal, d'un mouvement tout aussi progressif dans le sens d'une *insertion du projet au sein d'institutions népalaises*.

Si les années de recherche "avant Salmé" permirent aux scientifiques français de nouer des liens avec leurs homologues népalais, ces relations demeurèrent

toutefois purement personnelles. Le fait que les scientifiques népalais de quelque importance dirigent ou appartiennent à des départements ministériels n'entraîna pas pour autant la mise en place de relations officielles entre institutions françaises et népalaises peut-être pour la raison qu'aucun accord culturel cadre n'était encore signé entre les Etats Français et Népalais, mais surtout parce que les recherches menées par les scientifiques français, pour appréciées qu'elles aient été, ne rentraient pas dans le cadre de la politique népalaise qui est avant tout une politique de développement rural.

Cette situation se prolongea pendant les 5 ans du projet Salmé à ceci près que des efforts réels furent entrepris, et notamment de la part des agronomes, pour nouer des liens avec des institutions népalaises (ou internationales) de développement : ministère de l'agriculture, mais aussi des bureaux d'étude semi-publics, se consacrant au suivi et à l'évaluation de projets de développement et ayant par là-même une influence non négligeable sur les prises de décision politiques en matière de développement rural (APROSC, DRCG).

Cette collaboration qui culmina avec la participation de chercheurs du projet Salmé à l'évaluation d'un projet de développement de la banque mondiale ne prit jamais la forme d'une insertion officielle au sein de structures népalaises.

Le projet Salmé se trouvait alors dans une situation ambiguë avec, d'une part de nombreuses institutions parties-prenantes en France et d'autre part une manière de vide institutionnel au Népal, limitant l'emprise de l'opération sur la réalité népalaise.

Ce ne fut que l'intervention de Co-Dév., et surtout par l'orientation affichée du projet à partir de 1984 vers le développement rural qu'il fut possible de procéder à un montage institutionnel insérant les membres de l'équipe française au sein de structures népalaises (division de recherche agronomique du département d'agriculture, bureau d'étude semi-public sur le développement rural).

Encore les pressions de l'administration népalaise furent-elles et continuent-elles d'être extrêmement fortes pour que soit "court-circuitée" la phase ayant commencé en 1984 et qu'immédiatement un projet d'investissement de grande ampleur soit mis en place sans attendre 1986.

Cette situation, à laquelle on pouvait s'attendre, n'en place pas moins les membres de l'équipe française devant un problème fort épineux. Il est clair que ce dont les Népalais sont demandeurs, ce sont des actions de développement et non de recherche (et l'intérêt poli dont ont fait preuve

les népalais durant toute la phase de recherche du projet a bien fait place à des pressions tout à fait nettes dès qu'il s'est agi de développement) ; et il est tout aussi clair que le produit principal de l'expérience française de recherche à Salmé ne réside pas en des propositions d'actions de développement. Ce que la recherche française à Salmé a produit ce sont bien plus - pour parler schématiquement - *des outils d'analyse des méthodes d'approche et de suivi de processus de développement que l'identification d'actions de développement.*

Ces outils méthodologiques qui sont maintenant opérationnels, manquent, encore à la panoplie des moyens dont le gouvernement népalais s'est doté pour faire face à la dégradation de la production agricole nationale. Ce "manque" n'est malheureusement pas bien ressenti pour les autorités népalaises (et actuellement nous portons nos efforts sur la promotion d'outils méthodologiques employés à Salmé) qui, on l'a vu, attendent tout autre chose de l'aide française.

Le débat qui s'engage actuellement dans beaucoup de PVD et relatif à l'utilisation d'outils conceptuels neufs pour la mise en oeuvre du développement rural (nous pensons par exemple au grand débat actuel relatif au concept de "Farming System") est une occasion très intéressante de faire entendre notre voix. C'est aussi un danger très sérieux de voir les positions que nous défendons (isolées mais originales jusque là) amalgamées au courant principal de pensée issu d'institutions internationales puissantes (USAID (1), centres internationaux, universités américaines ...).

---

(1) *United States Agency for International Development.*

PHASES	PARTICIPANTS EN FRANCE	MOYENS	TRAVAUX	PARTICIPANTS AU NEPAL
196...  RCP Népal GRECO Himalaya	CNRS et Univ. Grenoble Ethnologie Eco.Végétale Géologie Géographie... INRA ENSSAA (Zootechnie)	Missions + Bourses 3ème cycle  Missions	Etude de différentes ethnies (Dolpo, Newar...), et aspects divers (musicologie etc...) Carte écologique du Népal Etude du plissement himalayen  Systèmes d'Elevage en altitude (Vallée de La Langtang Khola)	Contacts personnels avec scientifiques et directeurs de départements de recherche (Géologie, archéologie...) formation étudiants népalais (bourses 3ème cycle)  Quelques publications en Anglais dans les revues spécialisées.
1979 Progr. Versants  Projet Agronomi- que de SALME	CNRS-GRECO Himalaya INRA-SAD DGRST (Comité GRNR) Co-Dév. (MRE)	Missions étudiants Stagiaires Contrat de 4 ans Missions 1 VSNA/an (agro)	Etude pluridisciplinaire d'une communauté villageoise dans un milieu et comparaison avec villages de la même région.  Participation à l'évolution d'un projet intégré Banque Mondiale	Ambassade de France gestion des crédits Co-Dév. Responsabilité du VSNA agro et mise à disposition éventuelle du VSNA. (ambassade) pour le programme Versants.  Contacts personnels ministère agriculture, développeurs expatriés (USAID), Banque Mondiale) et développeurs népalais (DRCG, APROSC)
1984 Progr. de Coop. Franco- Népalais	Co-Dév. (MRE)  Prog. de rech. CNRS-GRECO Himalaya  INRA-SAD (CNEARC, ENSSAA)	1 Permanent 2 VSNA  "Equipement, missions, bourses" Missions Etudiants Stagiaires Missions	Poursuite de la recherche à SALME (1 VSNA) Participation au programme de rech. népalais (agriculture) Participation à l'évaluation et à la proposition de projets de développement. Elaboration et identification d'un projet de développement.	APROSC (insertion du permanent) Département d'agriculture (insertion d'un VSNA) USAID Ambassade de France (responsabilité des VSNA, gestion comptable des crédits Co-Dév.)
1986 ? Projets de déve- loppement	Co-Dév. CEE, ONG ? INRA CNRS MRT (Comité DSA)	Salaires d'experts Fonctionnement Equipement Stagiaires, missions Contrat de 3 ans (missions)		